

LE QUÉBEC PASSE EN ZONE BLEUE!

Stéphane Bergeron

Député de Montarville
et porte-parole du Bloc Québécois
en matière d'affaires étrangères
et d'affaires intergouvernementales



BILAN DE SESSION PARLEMENTAIRE



IL Y A TOUT LIEU D'ÊTRE *FIERS* DU BLOC QUÉBÉCOIS,
QUI S'EST À NOUVEAU RÉVÉLÉ DES PLUS *FIABLES* POUR LE QUÉBEC!

Autant la précédente session parlementaire avait mis en lumière de nombreuses urgences, autant celle-ci aura été marquée par des gains majeurs du Bloc Québécois, démontrant que celui-ci aura été efficace dans ses propositions visant à faire face à ces différentes urgences.



FIERS et *FIABLES* pour défendre la langue française!

Dans un vote historique initié par le Bloc Québécois, la Chambre des communes a pris acte du fait que le Québec inscrira dans la constitution canadienne que les Québécoises et Québécois forment une nation, dont le français est la seule langue officielle et commune.



FIERS et *FIABLES* pour mieux épauler à nos aînés!

Le Bloc Québécois a convaincu la Chambre de la nécessité de mieux soutenir l'ensemble de nos aînés, et ce, dès l'âge de 65 ans.



FIERS et *FIABLES* pour assurer une gestion plus responsable de la pandémie!

Le Bloc Québécois a proposé des mesures visant à soutenir les individus et entreprises durement affectés par la crise sanitaire, en plus d'avancer diverses propositions pour mieux gérer les points d'entrée au Québec et au Canada, tout en évitant d'enquiquiner inutilement les gens qui voyageaient pour des motifs valables et/ou qui étaient convenablement vaccinés.



FIERS et *FIABLES* pour soutenir les personnes atteintes de maladie grave!

Le projet de loi du Bloc Québécois visant à porter de 15 à 50 semaines la couverture d'assurance-emploi en cas de maladie grave a récemment franchi une nouvelle étape, puisque la Chambre des communes s'est prononcée en faveur de l'étude de ce projet de loi en comité parlementaire.



FIERS et *FIABLES* pour protéger les contribuables!

Le Bloc Québécois est intervenu à maintes reprises pour tenter de corriger les lacunes dans la gestion de la pandémie et de ses effets. Nous avons aussi fait en sorte que les compagnies aériennes remboursent leurs clients pour les vols annulés pendant la crise et avons dénoncé l'utilisation discutable des fonds publics, comme dans le cas du scandale *WE Charity* ou du recours, par le parti libéral, à la subvention salariale pour financer ses activités partisans et préparer sa prochaine campagne électorale.



IL SERAIT IRRESPONSABLE DE DÉCLENCHER DES ÉLECTIONS ALORS QUE LA PANDÉMIE N'EST PAS DERRIÈRE NOUS!



Chères concitoyennes,
Chers concitoyens,

Alors que la saison estivale touche bientôt à sa fin, et que les élèves se préparent à retrouver les bancs d'école, le Bloc Québécois se tient fin prêt à entamer une nouvelle session parlementaire... à moins que des élections ne soient déclenchées avant!

Au cours de la dernière session, le Bloc Québécois a fait des gains pouvant être qualifiés d'historiques à Ottawa, et ce, dans de nombreux domaines, tels que la défense de la langue française, de même que le soutien à nos aînés et aux personnes atteintes de maladie grave... Nous avons également proposé et obtenu le déploiement de mesures de soutien aux individus et aux entreprises dans le cadre de la pandémie de COVID-19. Le Bloc Québécois a ainsi contribué à faire en sorte que le Québec puisse passer à travers l'une des crises les plus terribles de son histoire et qu'il soit prêt à rebondir.

Or, là encore, le Bloc Québécois a fait ses devoirs, puisqu'au terme d'une vaste consultation à travers le Québec, il a proposé un plan de relance post-COVID, dont le gouvernement, encore une fois, aurait grand avantage à s'inspirer. Il reste donc encore beaucoup de travail à faire...

Pourtant les rumeurs d'élections ne cessent de s'intensifier, alimentées par de nombreux indices tout aussi éloquentes les uns que les autres, comme le fait, par exemple, que le premier ministre ait récemment procédé à la nomination d'une nouvelle gouverneure générale, dont il a absolument besoin pour dissoudre la présente législature du Parlement fédéral, le fait que le gouvernement ait autorisé, dans les derniers jours de la session parlementaire, les députés qui ne solliciteront pas un nouveau mandat à faire «leurs adieux», ou que le premier ministre ait subitement décidé d'afficher un nouveau «look» (probablement pour la prise de photos et l'enregistrement de capsules électorales).

D'aucuns semblent penser que le Bloc Québécois piaffe d'impatience à l'idée d'en découdre avec les libéraux et consorts. Je profite du présent envoi pour faire brièvement état de l'impressionnant bilan de notre formation politique au terme de la dernière session parlementaire. Nous préférons donc, et de loin, continuer sur cette formidable lancée. Or, il appert que les libéraux, qui s'en défendent du bout des lèvres, aient des vues différentes sur la question... Malgré ce qui précède, il semble qu'il y ait méprise quant à l'identité de la formation politique qui serait présentement la plus empressée à retourner la population aux urnes...

Il est vrai que le Bloc Québécois a déjà indiqué qu'il est tout à fait disposé à se soumettre de nouveau au verdict de l'électorat, ce sur quoi je reviendrai plus loin. Cela dit, il lui est impossible de renverser seul le gouvernement... Pour que ce dernier soit renversé, il faut qu'il soit défait en Chambre par un vote combiné des trois partis d'opposition sur une question de confiance. Or, traditionnellement les sujets engageant la confiance de la Chambre envers le gouvernement sont les questions budgétaires, les discours du trône ou les mesures phares du programme législatif ministériel.

Jusqu'à présent, le gouvernement a toujours pu échapper à son renversement en négociant avec l'un ou l'autre des partis d'opposition (généralement le NPD, mais c'est le Bloc Québécois, qui a permis, entre autres, au gouvernement libéral de survivre au vote sur son premier discours du trône, au cours des premiers mois de 2020) et d'obtenir son appui en échange d'une concession par rapport à telle ou telle revendication. Pourtant, ce qui s'est passé, le 21 octobre dernier, c'est que le gouvernement a décidé de faire d'un simple vote sur une motion conservatrice visant à créer un comité chargé de se pencher sur le scandale *We Charity* un vote de confiance. C'était sans précédent, dans les annales parlementaires canadiennes, qu'un gouvernement décide de risquer sa survie sur une simple question touchant la création d'un comité parlementaire!

Et pour bien s'assurer que ce vote lui soit défavorable, le gouvernement s'est bien gardé, cette fois, de négocier quoi que ce soit avec qui que ce soit. Il ne pouvait y avoir d'indication plus claire à l'effet que le gouvernement libéral voulait provoquer sa propre chute et en imputer la responsabilité aux partis d'opposition (et il semble que sa manœuvre ait fonctionné à merveille pour plusieurs...). Or, les stratèges libéraux n'avaient pas prévu que le NPD accepterait de brader ses principes, et ce sans la moindre contrepartie, pour permettre au gouvernement de s'en tirer bien malgré lui...

Maintenant, pourquoi le Bloc Québécois, qui, au départ, soutenait les initiatives du gouvernement libéral et ne cessait de réaffirmer que les partis devaient collaborer pour permettre au Parlement de fonctionner, et ce, le plus longtemps possible, a-t-il soudainement décidé qu'il était temps de donner à l'électorat l'occasion de se prononcer? Lorsqu'il est devenu évident que, bien que minoritaire, le gouvernement avait instrumentalisé la collaboration des partis d'opposition pour se comporter en gouvernement majoritaire.

Dès les premières semaines de la crise sanitaire, les partis d'opposition ont en effet octroyé, dans l'urgence qu'exigeait la situation, d'importants pouvoirs au gouvernement. Comment le gouvernement libéral s'est-il comporté, en contrepartie? En mettant littéralement le Parlement sur la touche pendant des mois, allant même jusqu'à le proroger pendant plusieurs semaines, et ce, après qu'il eut à peine le temps d'entreprendre ses travaux! Cela aura permis au gouvernement, sans le moindre contrôle parlementaire, de dépenser des centaines de milliards que nous n'avions pas en initiatives de toutes sortes.

Et la goutte qui a fait déborder le vase est survenue lorsque nous avons signalé au gouvernement que, parmi ses nombreuses initiatives, la Prestation canadienne d'urgence (PCU) avait pour effet de défavoriser les personnes travaillant à temps plein, ce qui constituait un important frein à la fragile reprise de l'économie, au cours de l'été dernier. Or, reconnaissant volontiers cet effet pervers, le gouvernement a malgré tout délibérément attendu pendant des mois avant de le corriger! Dès lors, nous en sommes arrivés à la conclusion que ce gouvernement ne gérait pas dans l'intérêt public, mais bien dans son propre intérêt.

Et de le voir se servir allègrement de la Subvention salariale qu'il avait lui-même créée pour financer ses activités partisans et préparer sa réélection, octroyer de généreux contrats publics à des proches, comme dans le cas de *We Charity*, ou nommer de bons libéraux à la magistrature, n'aura fait que confirmer nos appréhensions. Dès lors, il nous est apparu que, si ce gouvernement minoritaire ne daignait même plus se soumettre à l'autorité du Parlement, il fallait en appeler à l'autorité du peuple.

Cela dit, rien ne presse, alors que le variant Delta continue de rôder et fait craindre aux spécialistes la possibilité d'une quatrième vague... Il serait tout simplement irresponsable, dans les circonstances, d'appeler la population aux urnes, alors que la pandémie n'est pas encore définitivement derrière nous.

À bon entendre, salut!




STÉPHANE BERGERON
Député de Montarville

UN ÉTÉ À VOTRE RENCONTRE

Les travaux assidus depuis octobre 2019 au Parlement, la pandémie et la volonté d'une relance qui allie développement durable et création de richesse dans nos régions ont testé les nouveaux élus du Bloc Québécois. Ils ont réussi haut la main.

Aluminium, bois, français et valeurs, arts et culture, travailleurs saisonniers, frontières, subvention salariale ou transport aérien, ou encore pêcheries ou gestion de l'offre ou droits de la personne, notre bilan nous rend bien fiers de vous représenter. Bien sûr, il reste beaucoup à faire, en matière de financement des soins de santé au Québec et de traitement des aînés, mais nous continuerons à faire progresser le Québec.

Nous recevons cet été une récompense magnifique pour ces efforts : les sourires des Québécoises et des Québécois sur nos terrasses, lorsque l'infirmière retire la petite aiguille de notre bras, lorsque la chanson est lancée de nouveau sur nos scènes, lorsqu'à l'occasion on se fait servir en

français même dans l'ouest de Montréal, lorsque nous choisissons le détour vers le marché public de proximité... Nous nous retrouvons, plus fiers et plus fiables encore qu'avant la pandémie. Et lorsqu'on a le droit de retirer le masque, ce sont de rayonnants sourires qui se révèlent.

Parce que cet été, en zone bleue, nous nous sommes montrés encore plus fiers. Parce que, pour vous, nous nous sommes montrés encore plus fiables!

Yves-François Blanchet
Député de Beauce-Charlevoix
et chef du Bloc Québécois



DES GAINS POUR LE QUÉBEC



RECONNAISSANCE DE LA NATION QUÉBÉCOISE

Nous sommes fiers d'avoir élargi l'autorité de l'Assemblée nationale en faisant adopter la motion prenant acte que le Québec est une nation et que sa seule langue officielle et commune est le français. Nous continuerons à lui assurer une portée concrète, en exigeant notamment que le français soit la langue de travail dans les institutions fédérales au Québec.



MODÈLE AGRICOLE

Sans l'insistance tenace du Bloc Québécois, jamais les agriculteurs sous gestion de l'offre n'auraient reçu de compensations si rapidement pour avoir été sacrifiés dans des traités internationaux et la relève agricole n'aurait peut-être pas finalement accès à une fiscalité qui favorise le transfert intergénérationnel des fermes.



GESTION DE L'AIDE PENDANT LA PANDÉMIE

Sans le Bloc pour exiger des mesures d'aide mieux ciblées et plus appropriées afin de permettre aux entreprises et aux individus les plus affectés, notamment les travailleurs autonomes, de surmonter la pandémie, plusieurs d'entre eux auraient pu se retrouver en situation difficile.



SOLIDARITÉ AVEC LES PREMIÈRES NATIONS

Obtenir un vote unanime pour que toute Première Nation voulant poursuivre des recherches sur les sites d'anciens pensionnats en ait les moyens et leur en assurer la pleine maîtrise d'œuvre était un geste de respect et de solidarité qui s'imposait. Le Bloc l'a initié.



DES COMBATS TOUJOURS À MENER

Qu'il s'agisse de garantir à tous nos aînés la hausse de leurs pensions, d'exiger l'augmentation des paiements de transferts en santé, de faire payer les géants du web, d'investir dans les biocarburants provenant du bois au lieu de soutenir le pétrole, le Bloc sera toujours là pour faire avancer le Québec.

SUR LA VOIE DE LA RÉCONCILIATION...

Depuis quelques semaines, de macabres découvertes sont faites dans l'Ouest du Canada, où des centaines de corps de petites victimes sont retrouvés près des pensionnats autochtones, dont le dernier a fermé ses portes... en 1997! Ces affligeantes découvertes ont révélé certains des moments les plus sombres de notre histoire, que d'aucuns auraient peut-être préféré garder enfouis... Des victimes toujours meurtries ont pourtant témoigné de l'expérience traumatique vécue dans ces murs. On en a d'ailleurs fait grand cas pendant les audiences et dans le rapport de la Commission de vérité et réconciliation. Mais on a préféré regarder ailleurs... Or, il n'est plus possible de détourner le regard!



Cela dit, la réconciliation ne passera pas simplement par des nominations purement symboliques ou par l'instauration de nouvelles journées de recueillement... Au Québec, 11 nations autochtones sont officiellement reconnues par l'État québécois. Non seulement ont-elles joué un rôle déterminant dans la pérennité et le développement du petit établissement français qui a pris racine sur les bords du «chemin qui marche», «là où le fleuve rétrécit» (signification du nom «Québec»), mais elles continuent de contribuer puissamment au progrès de ce qu'est devenu le Québec. Sachons donc entretenir avec les Premières Nations des relations de peuple à peuples fondées sur le respect mutuel, en ne prenant nullement ombrage de leur quête vers une plus grande autonomie dans un esprit de collaboration.

NOMINATION DE LA NOUVELLE GOUVERNEURE GÉNÉRALE; DE L'ARGENT JETÉ PAR LES FENÊTRES!

Justin Trudeau a annoncé, au début juillet, le nom de la nouvelle gouverneure générale, Mme Mary Simon. Voilà un nouvel indice, qui s'ajoute à de nombreux autres, annonçant le déclenchement prochain d'élections...

Le 16 juin dernier, la Chambre des communes a rejeté le projet de loi C-271 présenté par le Bloc Québécois, qui avait pour objectif de ramener la rémunération annuelle de ce représentant de la Couronne à une somme nominale symbolique de 1\$, et l'aurait privé de la pension à vie faisant suite à l'exercice de cette fonction, qui dure habituellement 5 ans. Par leur vote, l'ensemble des députés fédéralistes font en sorte que les contribuables continueront à payer pour la rémunération à vie du titulaire de ce poste. Verser un salaire annuel de plus de 270 000\$, ainsi qu'une pension de retraite de 170 000\$ par an pour le reste des jours de chaque gouverneur général retraité est tout simplement outrageant, en particulier, lorsqu'on pense à nos aînés, qui ont souvent du mal à joindre les deux bouts et à toutes les personnes qui sont en difficulté financière!

Il est par ailleurs étonnant, voire offensant, d'apprendre que le choix du premier ministre, après avoir candidement reconnu que le français est en recul partout au Canada, y compris au Québec, s'est porté sur une personne qui ne parle pas du tout la langue de Molière... Alors que même la reine Elizabeth II parle très bien le français, sa représentante au Canada, pays qui se targue d'avoir deux langues officielles, dont la langue de Molière, se dit prête à l'apprendre pendant son mandat... ce qu'elle n'est pourtant pas parvenue à faire pendant qu'elle était ambassadrice à l'étranger! Difficile de croire qu'il n'ait pas été possible de trouver un représentant autochtone capable de s'exprimer dans les deux langues officielles de ce pays... Il s'agit d'une décision éminemment symbolique pour ce poste tout aussi symbolique!



STÉPHANE BERGERON À LA RENCONTRE DE SES CONCITOYENNES ET CONCITOYENS!

À la faveur des assouplissements apportés aux mesures de distanciation sociale, Stéphane Bergeron a eu grand plaisir à prendre part à plusieurs événements tenus dans la circonscription fédérale de Montarville. Prônant l'achat local, il s'est notamment fait un devoir de continuer à encourager les commerces de la circonscription, y compris les restaurants, dont certains situés à Sainte-Julie. Il a fréquemment invité ses concitoyennes et concitoyens à faire de même, afin de contribuer à la relance économique. À l'occasion de la Fête nationale, Stéphane Bergeron a fait le tour des célébrations qui se sont tenues dans toutes les localités de la circonscription, entre autres à Saint-Bruno-de-Montarville et dans l'arrondissement de Saint-Hubert. Dans le cadre d'une opération de sensibilisation à la sécurité nautique sur la rivière Richelieu menée avec des collègues de la région, un arrêt a été effectué à Saint-Basile-le-Grand, où il a particulièrement été question de l'érosion des berges et de la protection des milieux naturels.




STÉPHANE BERGERON ET SON ÉQUIPE SONT À VOTRE SERVICE:

BUREAU DE CIRCONSCRIPTION

1990, rue Léonard-de-Vinci, bureau 201
Sainte-Julie, Québec J3E 1Y8


Tél. 450 922-BLOC (2562)
Télé. 450 922-1223
Sans frais: 1 833 615-0376

 www.StephaneBergeron.net

BUREAU PARLEMENTAIRE

Chambre des communes
Édifice de la Justice, bureau 910
Ottawa, Ontario K1A 0A6

Tél. 613 996-2416
Télé. 613 995-6973

 Stephane.Bergeron@parl.gc.ca

Suivez-nous sur:

